

ENFO PRENSA ?



Année 1 - N° 12

16 mars 1983

NUMERO EXTRAORDINAIRE  
LA CRISE DE L'ECONOMIE GUATEMALTEQUE

PANORAMA ECONOMIQUE DEPLORABLE : Maigres réserves et déficit fiscal.

Une balance des paiements déficitaire, les réserves monétaires les plus basses, au niveau international, de ces dernières années et une augmentation progressive du chômage constituent le décourageant panorama économique du Guatemala.

A la fin janvier, Rios Montt a signalé que, malgré les efforts et les privations endurées par les Guatémaltèques en 1982, on a enregistré une baisse de l'activité de production par rapport à 1981.

Il a affirmé que la disponibilité des réserves internationales était, au 31 décembre 1982, de 24 millions de dollars. Il a signalé que les crises provoquant des processus de réadaptation sociale sont le fait des secteurs public et privé ; il a ajouté que se tenaient des conversations avec des représentants du secteur privé pour déterminer et partager avec le gouvernement les activités et les coûts qui permettront de dépasser la crise.

D'un autre côté, le Ministre de l'Agriculture, Leopoldo Sandoval Villeda, a déclaré que, si les prévisions quant aux prix suivent celle de l'année dernière, les exportations de produits agricoles seront beaucoup moins importantes pour cette année et qu'il faudra se serrer encore plus la ceinture car il y aura moins de devises.

Le fonctionnaire a révélé des données statistiques décourageantes, signalant qu'en 1981 les exportations ont été de 2.228 millions de quetzals tandis qu'en 1982 elles sont descendues à 1.487 millions de quetzals, ce qui donne un solde négatif de 741 millions de quetzals.

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION POUR 1983 :

Austérité dans le processus de développement et orientation de la dynamique économique vers la demande interne.

En annonçant les principaux axes d'action pour 1983, Rios Montt a affirmé que les tâches du secteur public étaient déterminées par des critères liés à l'austérité que l'on devra nécessairement imprimer au développement et par le recentrage du dynamisme économique vers la demande interne.

intéressant ?

/...

4P 12.315

Rios Montt a aussi signalé que le gouvernement espérait que les divers secteurs économiques et sociaux du pays orienteraient leurs activités sur un chemin convergent avec les propositions qui animent l'administration publique et, pour ce faire, il a rappelé les critères suivants :

- Décision de maintenir la parité du quetzal.
- Administration des devises par le gouvernement.
- Persistance dans la rationalisation des dépenses publiques.
- Concertation avec les différents groupes du secteur privé pour répartir les coûts et les profits de la réactivation économique.
- Revalorisation des ressources et des potentialités locales, en particulier en matière d'organisation fonctionnelle, développement municipal et défense civile.

X Depuis quelques mois le gouvernement a amorcé un processus de concertation avec le secteur privé ; à ce propos, dans son message dominical du 20 février, Rios Montt a clairement demandé une fois de plus le retour des capitaux déposés à l'extérieur et le sacrifice des profits, afin de relancer l'emploi et de favoriser la consommation.

466 Pourtant, il est évident qu'il existe une tension entre le gouvernement et les patrons qui ont manifesté de façon réitérée leur mécontentement et leur désaccord sur la fixation des priorités, le contrôle des changes et, tout dernièrement, leur craintes par rapport à la promulgation d'une loi de réforme agraire, qui a d'ailleurs été démentie par le gouvernement.

#### LES ETATS-UNIS ACCORDENT UN PRET SOUS CONDITIONS.

Les conditions correspondent à la politique économique annoncée.

Un prêt de 10 millions de dollars a été soucrit entre le Guatemala et les Etats-Unis, destiné à renforcer la balance des paiements de notre pays grâce à l'appui aux importations faites par l'entreprise privée guatémaltèque quant aux matières premières, aux biens intermédiaires et aux pièces de rechange en provenance des Etats-Unis.

On a expliqué que l'une des conditions pour l'offre de ce financement c'est que le Guatemala apporte une quantité égale, qui devra être destinée à des projets de grande priorité pour le développement économique et social des zones dites conflictives.

D'un autre côté, l'ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Frederick Chapin, a fait savoir qu'au sein du gouvernement de Ronald Reagan on est en train de planifier le financement d'autres prêts qui se réaliseront sous les mêmes conditions.

Il faut noter que les conditions imposées par le gouvernement de Reagan pour accorder ce prêt coïncident avec la politique du gouvernement en place qui cherche une concertation avec les différents secteurs et organisations professionnelles du secteur privé pour partager les coûts de la "pacification" du pays.

DETERIORATION PROGRESSIVE DU NIVEAU DE VIE.A.- Perte du Pouvoir d'achat du Quetzal.

A cause de l'escalade des prix des biens et des services indispensables à la consommation de la population, le pouvoir d'achat interne du quetzal s'est détérioré jusqu'à perdre à peu près les deux tiers de sa valeur, soit une baisse de 100 en 1972 à 36 en 1982.

En conséquence de la spirale inflationniste qui affecte le Guatemala, le salaire gagné par la plupart des travailleurs avait baissé de 64 % par rapport au pouvoir d'achat qui était le sien en 1972.

Ceci reflète la constante détérioration du niveau de vie des Guatémaltèques et, en particulier, de la population salariée qui a été, en conséquence, soumise à un processus croissant de paupérisation.

COUT DE LA VIE ET POUVOIR D'ACHAT INTERNE DU QUETZAL  
1972-1982 (indice de base 1972 = 100)

Année	Indice du cout de vie	Taux d'inflation (%)	Pouvoir d'achat du quetzal (en centimes)	Perte du pouvoir d'achat (centimes)
1972 x	100.0	---	100.0	---
1973	114.4	14.4	87.4	12.6
1974	132.7	16.0	75.4	24.6
1975	150.1	13.1	66.7	33.3
1976	165.5	12.3	60.4	39.6
1977	185.2	12.0	54.0	46.0
1978	200.0	8.0	50.0	50.0
1979	227.7	11.3	45.0	55.0
1980	246.0	10.9	40.6	59.4
1981	270.6	11.0	37.0	63.0
1982	273.3	1.0	36.6	63.4

x Année pré-inflation.

Source : Instituto de Investigaciones Economicas y Sociales, Universidad de San Carlos -IIES/USAC-

B.- Réduction des salaires réels.

Si l'on compare les salaires minima moyens pour chaque année et les salaires réels avec leur indices de développement correspondants, il ressort à l'évidence qu'il y a eu augmentation des prix et réduction du salaire réel, ce qui est une manifestation de l'accumulation du capital de la part des patrons aux dépens de la classe ouvrière.

/...

Le salaire minimum nominal pour les travailleurs urbains des entreprises privées a, apparemment, doublé augmentant de 1.57 Quetzal en 1972 à 3.51 Quetzals en 1982 ; pourtant, si l'on tient compte des augmentations de l'indice des prix à la consommation, on observe une diminution du pouvoir d'achat qui est passé de 1.57 Q. en 1972 à 1.28 Q en 1982 ce qui fait que le travailleur urbain n'a pu maintenir, malgré les augmentations accordées, pas même un niveau de vie équivalent à celui qu'il avait en 1972.

Si l'on considère les indices du salaire réel ou effectif, on conclut que le pouvoir d'achat de la population active urbaine s'est rapidement détérioré par suite de la politique de freinage des salaires ; la baisse a été de 46 %.

EVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM URBAIN MOYEN (1972-1982)

Année	Salaire Nominal (Quetzal)	Indice Salarial nominal (%)	Salaire Réel (Quetzal)	Indice Salarial réel (%)
1972 $\equiv$	1.57	100.0	1.57	100.0
1973	1.86	118.4	1.62	103.1
1974	1.86	118.4	1.40	89.1
1975	1.86	118.4	1.24	78.9
1976	1.86	118.4	1.12	71.3
1977	1.86	118.4	1.00	63.6
1978	1.86	118.4	0.93	59.2
1979	1.89	120.3	0.85	54.1
1980	3.51	223.5	1.43	91.0
1981	3.51	223.5	1.29	82.2
1982	3.51	223.5	1.28	81.5

$\equiv$  Année pré-inflation.

Source : IIES/USAC à partir de l'information donnée par la Commission Nationale des Salaires, Ministère du Travail et Prévision Sociale.

Dans les zones rurales le salaire minimum nominal est passé de 0.95 Q. en 1972 à 2.35 Q. en 1982 par suite de l'augmentation des salaires accordée en mai 1980. Toutefois, cette mesure est discutable vu que de nombreux propriétaires de fermes ne paient pas même le salaire minimum.

Si l'on établit la relation avec le niveau des prix en vigueur durant ces années-là, la situation est tout autre puisque le salaire réel, en prix constants, s'est aussi réduit, passant de 0.95 Q. en 1972 à 0.86 Q. en 1982 ; le travailleur rural a donc enregistré une réduction de son salaire malgré l'augmentation qui vient d'être mentionnée.

/...

## EVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM RURAL MOYEN (1972-1982)

Année	Salaire nominal (Quetzal)	Indice Sala- rial nominal (%)	Salaire réel (Quetzal)	Indice Sala- rial réel (%)
1972 x	0.95	100.0	0.95	100.0
1973	0.98	103.1	0.86	90.5
1974	1.02	107.5	0.77	81.0
1975	1.08	113.6	0.72	75.7
1976	1.14	120.0	0.69	72.6
1977	1.14	120.0	0.62	65.2
1978	1.14	120.0	0.57	60.0
1979	1.14	120.0	0.51	53.6
1980	2.35	247.3	0.96	101.1
1981	2.35	247.3	0.87	91.6
1982	2.35	247.3	0.86	90.5

x Année pré-inflation.

Source : IIES/USAC à partir de l'information donnée par la Commission Nationale des salaires, Ministère du Travail et Prévision Sociale.

C.- Augmentation du coût de la vie.

Pour corroborer la situation de paupérisation progressive dans laquelle vit la population active du Guatemala nous allons maintenant comparer le coût du régime minimal et du minimum vital pour une famille urbaine moyenne de 5 membres ayant le salaire nominal ; on observe qu'alors qu'en 1972 le salaire minimum moyen était inférieur de 12.3 % au coût alimentaire il l'est de 45 % en 1982.

Entre 1972 et 1982 le salaire minimum moyen urbain a augmenté apparemment de 1.94 Q. tandis que le coût du régime minimum a augmenté de 4.57 Q. et celui du minimum vital de 7.92 Q.

EVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM, DU COUT DU REGIME MINIMAL  
ET DU MINIMUM VITAL QUOTIDIEN POUR UNE FAMILLE URBAINE  
(1972-1982)

Année	Salaire Minimum moyen	Coût du Régime minimum	Coût du mini- mum vital
-------	--------------------------	---------------------------	----------------------------

?

x Année pré-inflation

Source : IIES/USAC à partir de l'information donnée par la Commission Nationale des salaires, Ministère du Travail et Prévision sociale.

On trouve une situation semblable dans les activités agricole du secteur rural entre 1972 et 1982 où, apparemment, le salaire minimum moyen a augmenté de 1.40 Q., le coût du régime minimal de 2.76 Q. et le minimum vital de 4.54 Q. par jour.

Ce qui vient d'être dit démontre bien que les travailleurs urbains et ruraux des entreprises privées n'ont pas un pouvoir d'achat qui leur permette de satisfaire leurs besoins en alimentation et, encore moins, les dépenses familiales de logement, vêtements, médicaments, éducation, transport et autres qui ne sont que partiellement couverts et seulement par une réduction ostensible des dépenses alimentaires.